

**Ève Fouilleux, Laura Michel (dir.), *Quand l'alimentation se fait politique(s)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2020, 349 p.**

**Alain Chatriot**



La pandémie mondiale a rappelé en 2020 combien l'approvisionnement alimentaire restait une question politique importante à différentes échelles. Se produisant après d'autres crises sanitaires, dans le cadre d'une crise environnementale globale et dans un moment d'interrogation sur le rapport aux animaux, agriculture et alimentation semblent redevenir des questions mises à l'agenda politique. L'ouvrage collectif dirigé par Ève Fouilleux et Laura Michel en mobilisant des recherches en sciences politiques et en sociologie en donne une précieuse illustration présentant différents aspects du « système alimentaire agro-industriel ».

Dans une introduction très argumentée, les directrices de l'ouvrage synthétisent la bibliographie existante et reviennent en détail sur trois aspects : la construction de la « qualité alimentaire » française (sécurité sanitaire et signes de qualité), les politiques nutritionnelles et la montée des critiques du « référentiel agro-industriel ». Quatre parties regroupent les quinze contributions monographiques : « les figures contemporaines de la mise en débat de l'alimentation », « agricultures et dépendances », « de la territorialisation des politiques alimentaires », « rapprocher producteurs et consommateurs ? ».

Les études proposées sont de nature très diverses, concernant aussi bien l'évolution des critiques de la « *Big Food* » (le terme désigne aux États-Unis la consommation de masse et les grandes entreprises et marques industrielles), la manière dont la gastronomie est devenue un enjeu de politique publique dans différents pays et la mise en cause du gaspillage alimentaire, que la gouvernance de la sécurité alimentaire au Brésil. Un des intérêts de l'approche proposée dans le volume est de considérer aussi la position des producteurs. Ainsi les résistances du syndicat majoritaire en France (la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles, FNSEA) aux problématisations environnementales et alimentaires de l'agriculture sont analysées à partir d'un cas départemental (celui de l'Orne). Le cas de l'agriculture « raisonnée » (la définition en elle-même a été longuement débattue pour intégrer des éléments limités composant une agriculture respectueuse de l'environnement) montre aussi le contrôle de la profession agricole.

La variation d'échelle conduit à des analyses des débats politiques sur l'alimentation en région (exemples du Nord-Pas-de-Calais, de la Bretagne ou d'Auvergne) ou à l'échelle d'une ville (Montpellier, les villes du Maroc). La dernière partie accorde une place aux consommateurs et revient sur l'essor des AMAP (Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne qui relie un producteur à des consommateurs

s'abonnant à un panier de biens alimentaires), de l'écolabel « pêche durable » ou des débats autour des produits de la pisciculture.

La conclusion de l'ouvrage écrite par les codirectrices associées avec Nicolas Bricas s'interroge de manière un peu provocatrice sur le fait de savoir si cette politisation des questions alimentaires est vraiment cause de changements (« Politiser pour ne rien changer ? »). En évoquant les États généraux de l'alimentation organisés après l'élection présidentielle de 2017, les chercheurs soulignent l'importance des temporalités politiques, des conflits d'intérêts, de la capacité de canaliser et même de détourner la critique et ils concluent interrogativement : « Quelles sont les marges de manœuvres du politique et l'influence éventuelle des politiques publiques face à ces profondes transformations en germe ? » (pp. 342-343).